



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM 2019-116 - Séance du 19 novembre 2019

ACTES

1. Commande publique

1.7 Actes spéciaux et divers

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
25	20	22

Vote	
Pour	22
Contre	0
Abstention	0

L'an 2019, le 19 novembre à 19 heures le Conseil Municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du Conseil Municipal le 13 novembre 2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 13 novembre 2019.

Etaient présents : MEISSONNIER Jean-Luc, SOULIER Alain, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, MONIN Séverine, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, SUAY Régine, AMALVY Marie-Thérèse, RODENAS François, VANGREVELYNGHE Patricia, MARTY Philippe, MARTINEZ Mickaël, JODAR Mélissa, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, DUCAMP Ludovic, CORDEAU Damien, RAMORA Anna (**à partir de la délibération DLM 2019-117**), MICHEL Yves.

Pouvoirs de : DURIX Olivier pour SOULIER Alain, DESTAILLATS Aline pour RIBEIRO David.

Absents : SIMAR Morgan, FOUREL Sylvain (**excusé**).

Secrétaire de séance : DUCAMP Ludovic

N° DLM 2019-116 – ADMINISTRATION GENERALE : CONVENTION D'ARCHIVAGE POUR LES DOCUMENTS DE LA VILLE POSTERIEURS A 1982 AVEC LE CDG34

Madame Béatrice BASSO, Adjointe au Maire déléguée à la culture, aux animations et au patrimoine explique que les archives des collectivités territoriales, en tant qu'archives publiques, sont soumises à un certain nombre de règles. Le Maire, à ce titre est responsable des archives de sa structure. Il doit notamment s'assurer que les locaux de conservation sont sains, qu'aucune archive ne sort des locaux municipaux et qu'aucune élimination n'est faite sans autorisation préalable des Archives départementales.

Pour répondre à ces exigences réglementaires, il est proposé de conventionner avec le Centre de Gestion de l'Hérault via « la mission archives ». Cette mission est rendue possible par l'article 25 de la loi n°84-53 du 25 janvier 1984 qui permet aux centres de gestion d'assurer des services communs à des collectivités ou établissements. La Mission Archives du CDG 34 (MA CDG 34) se compose de professionnels qualifiés et expérimentés, travaillant dans le respect du cadre réglementaire et de la confidentialité. Au-delà du cadre légal, la bonne organisation des archives et leur préservation apportent aux acteurs territoriaux une sécurité juridique et une valeur ajoutée certaine dans leur gestion administrative.

Un diagnostic concernant les archives de la Ville a été effectué le 5 septembre 2019 par un représentant du Centre de Gestion de l'Hérault permettant d'évaluer la quantité d'archives à traiter. Les résultats de ce diagnostic concluent à la nécessité de procéder au traitement d'un volume de 89,60 ml, comprenant les archives de l'ensemble des services stockées dans les différents services municipaux.

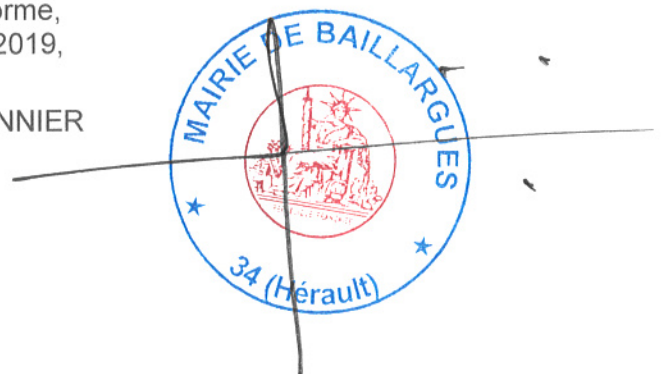
Cette opération nécessite la mise à disposition d'un archiviste pour une durée estimée de 50 jours. Le coût estimatif de la mission est fixé à 7 376 € TTC, répartis comme suit :

- Diagnostic s'élevant à 172 € TTC. Le Conseil Général prenant à sa charge 10 % de cette prestation, le reste à charge pour la Ville s'élève à 86 € TTC ;
- Classement des archives s'élevant à 8 100 € TTC. Le Conseil Général prenant à sa charge 10 % de cette prestation, le reste à charge pour la Ville s'élève à 7 290 € TTC.

Il est proposé aux membres du Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Madame Béatrice BASSO et après en avoir délibéré à l'unanimité, **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention d'archivage avec le Centre de Gestion de l'Hérault pour les documents de la Ville de Baillargues postérieurs à 1982 ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Pour extrait conforme,
Le 21 novembre 2019,
Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr